

> « Les mandarines et les olives ne tombent pas du ciel »

« Nous sommes les travailleurs qui ont été contraints à quitter Rosarno, après avoir revendiqué leurs droits (...) Nous étions exploités le jour et pourchassés la nuit par les enfants de nos exploiters. Nous avons été tabassés, harcelés, braqués comme des bêtes, enlevés et certains d'entre nous ont disparu à jamais. On nous a tiré dessus, par jeu ou pour servir les intérêts de certains. Nous avons continué à travailler. Le temps passant, nous sommes devenus des cibles faciles. Nous n'en pouvions plus. Ceux qui n'ont pas été blessés par des projectiles, l'ont été dans leur dignité, dans leur fierté d'être humain. Nous n'en pouvions plus d'attendre une aide qui ne serait jamais arrivée parce que nous sommes invisibles, nous n'existons pas pour les autorités de ce pays. Nous nous sommes rendus visibles, nous sommes descendus dans la rue pour crier notre existence (...) Les gens de Rosarno se sont mis à nous prendre en chasse, à nous lyncher cette fois-ci organisés en véritables équipes de chasse à l'homme. Nous avons été enfermés dans des centres de détention pour immigrés. Beaucoup y sont encore, d'autres sont retournés en Afrique, les autres sont dispersés dans différentes villes du Sud. Nous, nous sommes à Rome. (...) Les mandarines, les olives et les oranges ne tombent pas du ciel. Ce sont des mains qui les cueillent. Nous étions parvenus à trouver un travail que nous avons perdu tout simplement parce que nous avons demandé d'être traité comme des êtres humains(...) »

Extrait du manifeste de l'assemblée des travailleurs africains de Rosarno à Rome.

Intégralité du manifeste :

<http://www.storiemigranti.org/spip.php?article680>

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

> Le mépris engendre la colère

Alors que la loi sur les bandes (remake en pire de la loi anti-casseurs) risque d'être votée, les ouvriers de Continental inculpés dans le « saccage » de la sous-préfecture en ont, préventivement, fait les frais. Le 5 février, en appel, leurs peines avec sursis ont été atténuées en amendes.

Leur cas n'est pas isolé, la répression s'abat sous différentes formes contre ceux qui osent se battre, puisque c'est entre 14 000 à 40 000 délégués syndicaux de base qui font l'objet d'une mesure de licenciement tous les ans. Pourquoi la sous-préfecture de Compiègne a-t-elle été endommagée ?

« Ca faisait plusieurs semaines que le médiateur de l'Etat refusait tout dialogue... On nous a répondu que la préfète n'était pas là, elle a même refusé de nous parler au téléphone... Après avoir été menés en bateau, méprisés, curieusement deux heures après le "saccage" tout s'est débloqué et une réunion est devenue possible entre les différentes parties ! Les médias ont diffusé largement les images du "saccage", ce qui a été cataclysmique pour nous c'est d'apprendre par téléphone que c'était fini, c'était mort... une décision du tribunal de Sarguemine venait de confirmer la fermeture de l'usine. En une seconde tu as tout un tas d'images qui te remontent ; ta famille, l'homme qui fait la manche au coin de la rue... On s'est battu, on a perdu... Notre victoire c'est d'avoir obtenu de quoi voir venir pendant au moins six ans (prime, congés formation...). C'est tellement facile de critiquer ou de vouloir juger des gens mais quand on les pousse, c'est trop facile de dire que c'est des voyous, des salauds. La provocation c'est trop facile... » Xavier Mathieux (délégué CGT, membre du comité de lutte, inculpé)

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°83 - février 2010

Recevoir ce bulletin par internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Même plus la peine de sauver les apparences !

Lors du procès des inculpés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, malgré la présence de la presse, d'un collectif d'avocats virulents et d'une mobilisation importante, l'appareil judiciaire ne s'est pas départi du mépris, du cynisme, de la suffisance dus à son pouvoir quasi divin.

Le cadre est imposé : savoir qui a mis le feu. Il faut des noms, des coupables, des peines pour que justice soit faite. Le tribunal préfère ignorer les causes des faits, trop politiques. Pourquoi le centre de rétention a brûlé ? Pourquoi alors que les retenus dénonçaient leur situation depuis des mois, l'Etat n'a fait que renforcer les dispositifs répressifs rendant toujours plus insupportables les conditions de rétention et nombreuses les expulsions ? Pourquoi Salem Souli un retenu tunisien est mort ? Ces questions resteront sans réponse dans le cadre du procès. D'ailleurs depuis lundi 1^{er} février, la juge Nathalie Dutartre, ses assesseurs et le procureur Gilbert Flam visionnent en continu les 35h de vidéo surveillance, en la seule présence des flics, de leur avocat et de celui de l'Etat venu réclamer réparation. Les prévenus et leurs avocats ont décidé de quitter les lieux pour ne pas être contraints à assister « ficelés », sans

pouvoir réagir à la mise en œuvre de cette justice d'abattage.

Mais lors des trois premiers jours du procès, le cadre implacable et stupide de la répression en exercice a tout de même été quelque peu malmené. C'est du banc des accusés qu'on en a eu la preuve par les faits : le premier jour, l'audience à peine commencée est suspendue car il faut attendre la libération d'Ekma en garde à vue à la gare du Nord suite à un contrôle papiers ; puis à peine reprise, elle sera à nouveau interrompue car Moïse et sa femme Anais reconnaissent en la personne de la juge Dutartre celle qui avait déjà brisé leur vie en mettant le premier en détention provisoire et la seconde sous contrôle judiciaire (<http://www.migreurop.org/> pour CR des audiences).

Dès le début l'intention de l'Etat était claire : condamner le droit à la révolte en jugeant comme « criminels » quelques boucs émissaires pris au hasard. Depuis juin 2008, la mobilisation a empêché que le pouvoir jette les accusés dans ses cachots dans le silence. Aujourd'hui les accusés doivent être relaxés mais quelle que soit l'issue du procès la colère et la solidarité avec les accusés ne tomberont pas.

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

En plus des « miles », des primes pour les flics expulseurs

On apprend que la PAF a réparti ses 1 025 400 euros de « primes Sarkozy » à ses unités affichant le plus grand « nombre d'étrangers en situation irrégulière interpellés d'initiative » rapporté au « nombre de personnels actifs du service ». Il paraît que « les caisses de l'Etat sont vides ». Mais pas pour la sale besogne.

« Base élève »... nouveau coup de pression sur les directeurs d'école pour généraliser le fichage des enfants sur Base élève (notamment sur l'académie de Créteil où le refus actif ou passif de ficher est très élevé). Les orgas (syndicats enseignants ou FCPE) lancent une nouvelle campagne de dépôts de plaintes ce qui du coup déplace le débat devant les tribunaux et l'éloigne de là où il serait vraiment nécessaire : dans les écoles, entre tous les parents et enseignants, militants ou pas. Car la nouvelle version de base élève, épurée depuis 2004 de ses renseignements les plus clairement tendancieux

→ (nationalité, signalements disciplinaires ou psy...), pose la question du fichage pour ce qu'elle est (comme en son temps l'institution du pass navigo) : acceptons nous d'être contrôlés par l'Etat au nom de la soi-disant sécurité ? Il est vrai que le débat à la base est difficile à mener tant il y a de monde pour penser n'avoir « rien à se reprocher », mais, avec le choix des orgas pour le combat judiciaire (qui donne à l'Etat un moyen de plus pour contrôler les récalcitrants), on n'est vraiment pas à la hauteur de l'enjeu : ce n'est pas encore la dictature policière, mais faute de résistance populaire, on y va pas à pas.

La cour d'appel de Lyon a encore frappé

A Lyon, les 7 et 8 mai 2007, après l'élection de Sarkozy un mouvement spontané a éclaté dans les rues et les policiers se sont enragés en faisant des exactions graves. La Caisse de Solidarité est intervenue aussitôt parmi les inculpés qui sont passés en comparutions immédiates. Or, deux jeunes filles avaient été gazées, puis tabassées de façon très violente. Résultat pour l'une d'elles : luxation grave de la rotule (elle a du marcher plusieurs mois avec des béquilles), marques de strangulation, et hématomes sur l'ensemble du corps. Accusées de rébellion et d'outrages, elles n'ont été jugées que le 21 janvier 2008 et ont été relaxées toutes les deux. Et pourtant les policiers ont fait appel, sachant que la 4ème chambre de Cour d'appel de Lyon donne toujours raison aux flics même s'ils mentent. C'est ce qui s'est passé au procès du 11 décembre 2009 : la Cour d'appel de Lyon, dans son délibéré du 11 janvier 2010, condamne chacune d'elles à 1 120 euros, dont des dédommagements pour les flics frappeurs !

Nanos : la voilà la démocratie Et voilà, la Commission Nationale du Débat Public annule ses dernières réunions publiques sur les nanotechnologies à Montpellier, Nantes et Paris les 9, 16 et 23/02. Faire participer c'est faire accepter, et malgré les 2,5 millions d'euros fournis par le ministère de l'Écologie pour cette tournée publicitaire, des centaines de réfractaires ont fait annuler ou ridiculiser les « pseudo-débats »

→ organisés à Grenoble, Lille, Rennes, Lyon, Marseille... C'est un échec sans précédent de cette commission gouvernementale pour faire gober les nanotechnologies. Car, à l'instar du nucléaire, la manipulation de la matière à l'échelle de l'atome (milliardième de mètre), ses implications et applications sont depuis longtemps décidées dans les salons, bureaux et autres labos des ministères, de l'Armée, des instituts de recherche, des entreprises fructifiant sur le marché de la Sécurité. Manipuler les gènes pour faire des surhommes, créer des combinaisons décuplant la force des soldats, des détecteurs invisibles de mouvements, bruits, température corporelle, rythme de la démarche, odeurs etc., des drones miniatures, des milliers de minuscules mouchards électroniques... Pour entre autres récolter des milliers d'infos sur nos relations, nos manières d'être et de vivre, pour la statistique étatique et capitaliste. Pour tendre vers une surveillance totale fardée du Progrès et du Bien-Être intégral.

Qui pille qui ? Dès le lendemain du séisme d'Haïti qui a fait 200 000 morts et 1 million de sinistrés sans abri, les médias occidentaux se sont inquiétés de l'évasion de 4 à 6000 prisonniers et du danger qu'étaient sensés représenter les « pilleurs ». Cela semble absurde : pourquoi s'inquiéter des « pillages » et autres « saccages » alors que tant d'hommes sont morts, meurent encore ou ne pensent plus qu'à survivre ? C'est d'abord pour nous redonner le sens des priorités (qu'un tel désordre risquerait de nous faire perdre) : l'urgence n'est pas de secourir ces hommes mais bien d'ouvrir les postes de police et les banques, de reconstruire le palais présidentiel... Bref de rétablir l'ordre tel qu'il profite aux intérêts des dominants, de reconstruire leur monde à l'envers où les vrais pilleurs sont honorés comme des sauveurs (à l'image de ces missionnaires américains dont « l'intention était bonne » repartis avec des dizaines d'enfants volés) et les vrais pillés sont criminalisés. Il faut nous faire oublier que les puissances occidentales, USA en tête (avec 10000 soldats et porte avions), qui débarquent aujourd'hui sur l'île sont responsables de la misère qui y règne et qui empêche ses habitants d'espérer se relever des dégâts d'un séisme qui brisent pour longtemps tous leur rêves d'indépendance... que chante pourtant encore l'hymne haïtien : « Du sol soyons seuls maîtres ».

➤ RiPOSTE dans les quartiers populaires

Woippy (Moselle), dans la banlieue de Metz, mercredi 20 janvier 1h30 du matin, la police municipale à bord de leur 4x4 se lance à la poursuite de trois jeunes hommes à scooter, ils roulent sans casque, sans phares. Quelques 800 mètres plus loin, Malek, 19 ans, heurte le trottoir et meurt sur le coup. Ses deux amis, Nabil 19 ans et Joshua 20 ans, se trouvaient toujours dans un état critique au dernières nouvelles. Un « accident » pour les autorités. Une sorte de roulette russe tout au moins mais qui a déjà coûté la vie : Mai 2002 à Dammarie-les-Lys (77), avril 05 à Aubervilliers (93), mai 2006 à Montpellier... Le soir même, environ 200 personnes se sont recueillies sur les lieux de l'accident. Dans la soirée, des gendarmes mobiles, en position devant un commissariat ont reçu des jets de pierres, plusieurs véhicules ont été incendiés. L'intervention policière dans un quartier plongé dans le noir, dispersant les attroupements à l'aide de chiens, donnera lieu à une interpellation. Environ 200 CRS étaient mobilisés à l'occasion des obsèques du jeune homme le samedi suivant.

Joué-lès-Tours (37), quartier de la Rabière, mercredi 13 janvier, contrôle d'un véhicule, papiers en règle. Excédés, les habitants présents interpellent verbalement les policiers. Un jeune mineur les aurait insulté... la police appelle en renfort les CRS présents dans la région : descente musclée au centre commercial où le jeune homme se serait réfugié. Pendant l'interpellation la police est prise à parti, elle essuie des jets de pierre.

➤ SUR LE VIF

Visiblement la police n'aime pas les supporters de foot algériens

Toulouse. « Hier soir vers 10h15 je bois un verre à l'Autan... un match de foot opposant l'Algérie à l'Egypte qui se termine, une petite quarantaine de supporters algériens qui reste sur place... C'est le moment de grande joie collective propice qu'a choisi notre préfet pour occuper militairement la place : des CRS casqués, cagoulés, la vingtaine de mecs de la BAC déguisés en jeunes à capuches, le flashball qui les démangent... Un jeune un peu plus dégouté que les autres d'avoir perdu et en plus de se faire provoquer par tous ces flics jette une canette, qui tombe à 50 m des keufs. Une marée de civils l'entourent direct et l'embarquent menotté... C'est à se demander si la guerre d'Algérie est finie pour nos technocrates... » Extraits d'un témoignage reçu.